L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

JOURNAL OFFICIEL DE L'ETAT DE LA LOUISIANE — NOUVELLE-ORLEANS, VENDREDI MATIN 5 DECEMBRE 1851.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE,
No. 83, rue de Chartres.

JOURNAL OFFICIEL de l'Etat, du Conseil-Général, du Conseil de la Première Municipalité, et de la Commission de Liquidation.

NOUVELLE-ORLEANS:
VENDREDI MATIN, 5 DECEMBRE.

MESSAGE DU PRESIDENT.

Nous donnons ci-dessous le message du Président qui nous a été transmis hier matin et que nous n'avions pas hésité à traduire en entier malgré son étendue. Ce manifeste est écrit avec vigueur et concision; s'il paraît long c'est que M. Fillmore a dû aborder toutes les questions qui se rattachent à l'administration de notre immense pays.

L'analyse que nous avons donnée hier du message, d'après la dépêche du télégraphe, indiquait d'une manière fort nette les principaux points de ce document. Il ne nous reste plus qu'à en recommander la lecture à tous ceux qui prennent intérêt à la politique de l'Union.

Le temps et l'espace nous manquent pour faire ressortir la sagesse des recommandations que renferme le message. Les commentaires seraient d'ailleurs inutiles; chacun sera frappé de la fermeté du Président, de la hauteur de ses vues et de la modération de son langage.

MESSAGE
DU PRESIDENT DES ETATS-UNIS

Concitoyens du Sénat et de la Chambre des Représentants.

Je vous félicite, ainsi que mes commettants, des auspices favorables sous lesquels s'ouvre cette importante session. Notre pays est en paix avec le monde entier. La gratitude qui inspirait de tels sentiments envers nous la dernière puissance européenne qui avait déclaré la guerre contre nous, est grave dans le code des autres nations comme dans la nôtre. Mais la plus belle manière de témoigner notre gratitude pour la faveur dont nous avons été l'objet, est de nous montrer dignes de la conserver. Le regard sur les dangers qui se découvre, sur le brillant avenir qui nous attend, doit nous rassurer à la fois une juste satisfaction et un sentiment profond de gratitude pour la Providence, dont le bonheur de ce pays et l'avenir du monde semblent dépendre.

Depuis la dernière session du dernier Congrès, certains hasards de l'île de Cuba et autres étrangers résidant aux Etats-Unis, qui avaient été jusqu'à maintenant seuls dans la première invasion de l'île, ont été joints par d'autres citoyens de notre pays, dont un nombre infini de porte, hâtés et agités, dont une expédition peut s'élancer à l'improviste, sans que le gouvernement en ait eu connaissance, contre les possessions de quelque Etat étranger.

Relations amicales, avec tous les pays, point d'alliance embarrassante avec aucun d'eux, telle a été notre maxime de tout temps. Notre mission véritable n'est pas de propager nos opinions, ni d'imposer par force ou par ruse notre forme de gouvernement, mais bien d'enseigner par notre exemple, par notre marche, par la modération et la justice, quels sont les bienfaits et les avantages d'institutions libres. Que chaque peuple fasse son propre choix; qu'il ne donne à lui-même des institutions politiques qui conviennent à ses mœurs et à ses idées, et les change à sa convenance, mais, tout en maintenant cette neutralité, nous éprouvons le désir de voir les autres nations, dont le gouvernement diffère du notre, ne pas s'écarter de la même ligne. Le profond intérêt que nous inspirent la diffusion des principes libéraux et l'établissement de gouvernements libres, la sympathie que nous fait éprouver toute lutte contre l'oppression ne peuvent nous laisser indifférents lorsque nous voyons, au quelque pays que ce soit, une puissance étrangère employer la force pour étouffer l'opinion publique et réprimer les aspirations à la liberté.

Les gouvernements de la Grande Bretagne et de la France ont donné ordre aux commandants de leurs forces navales, dans les Antilles, d'empêcher par la force, s'il était nécessaire, le débarquement d'aventuriers quelque fut leur nation, sur le territoire de Cuba. Vous trouverez ci-jointes la copie d'un mémorandum d'une conversation sur ce sujet entre le chargé d'affaires de Sa Majesté Britannique et le secrétaire d'Etat; et les copies d'une note du secrétaire du ministre de la République Française et de la réponse de ce dernier. Ces documents vous feront connaître les bases de cette intervention des deux première nations commerciales de l'Europe, ainsi que les craintes que le gouvernement de l'Union ne peut s'empêcher d'éprouver que cette intervention, si elle est mise à effet, ne conduise à des abordages sanglants aux droits maintenus des Etats-Unis. Ces droits sont fondés sur une base solide, bien assise et définie; cette base est l'indépendance nationale, reposant sur la loi publique, elle sera maintenue dans toute son étendue.

Le gouvernement de l'Union tient constamment ses compagnons de captivité et d'exil en vue, sans détruire l'embarras que leur présence cause à l'Empereur d'Autriche. Les mesures prises par le Gouvernement pour mettre à exécution la neutralité ont été sévères et efficaces. Les citoyens qui ont pris part à cette entreprise, en violation de la loi, ont encouru la déchéance de leurs droits de citoyens, et ils ne peuvent compter sur la protection de ce gouvernement, ni sur celle d'aucun autre, s'ils sont capturés. Ceux qui ont été arrêtés et mis en jugement ont été acquittés, ou bien on a refusé de les condamner, ou bien encore ils ont été graciés par le Président. Les mesures prises pour empêcher l'équipement de navires dans les ports de l'Union, pour être employés contre les possessions d'un ami, ont été efficaces. Le gouvernement a fait tout ce qu'il était en son pouvoir de faire